

## L'écologisme, idéologie alternative ou supplément d'âme du néolibéralisme ?

par Malakine.

L'émergence d'une nouvelle idéologie dans le débat public, que l'on qualifiera d'*écologisme apocalyptique*, restera probablement comme l'évènement politique majeur de ce début de siècle. Les interrogations sur la soutenabilité de notre modèle de développement, jusque là circonscrites aux milieux verts et alternatifs, ont pris une toute autre dimension ces dernières années. Le mouvement est venu des Etats-Unis avec la sortie du film de Al Gore « Une vérité qui dérange » en 2006 et très vite, le traditionnel programme « précautionniste » mâtiné de gauchisme libertarien des Verts, a évolué sous l'influence de Nicolas Hulot en discours catastrophiste décrétant la mobilisation générale pour la planète en danger !

Ce nouveau phénomène politique a atteint sa maturité aux élections européennes de 2009 avec l'inattendu succès des listes d'Europe Ecologie. Plus qu'un phénomène électoral pouvant s'expliquer par le charisme de sa tête de liste et la piètre campagne de ses concurrents, on a véritablement assisté à l'intégration du discours écologique le plus radical dans la pensée « politiquement correct », ainsi que l'atteste la diffusion par le service public avant le scrutin du film « Home » de Yann Arthus Bertrand, l'évolution de la ligne éditoriale du Monde, organe officiel de la bien pensée, relayant ouvertement un discours catastrophiste dans ses pages « planète » ou l'ostracisation systématique de toute pensée un tant soi peu dissidente.

La vie politique française avait déjà connu un engouement fugace pour l'écologie au début des années 90. Le phénomène s'expliquait alors très simplement par le contexte politique de l'époque. Le vote écolo servait d'échappatoire à un électoralat perdu que n'arrivait plus à séduire ni une gauche convertie au libéralisme, ni une droite en crise d'identité. La

période présente quelques similitudes, notamment le contexte de trouble idéologique consécutif à la brutale crise du capitalisme mondialisé. Elle s'en distingue toutefois par la tonalité du discours. L'écologie a quitté le terrain des bons sentiments et des mesures de bon sens, pour se transformer en cassandra hystérique : le réchauffement climatique est une bombe à retardement qui fera subir à la planète des cataclysmes à répétition semant partout la misère et la désolation. L'humanité n'a plus que quelques années pour assurer sa survie. Nous allons tout droit vers une période de pénuries et d'énergie rare. Il est impératif de s'engager sur le chemin de la décroissance ou a minima, de produire, de consommer de se loger et de se déplacer autrement. Nous sommes aux prémises d'un changement de civilisation, auquel nous devons nous adapter de gré ou de force : la mutation écologique ou la mort !

On pourrait être tenté de voir dans ce bel unanimité, la marque d'une prise de conscience collective de la finitude de notre petite planète. On assisterait alors à une révolution spontanée, silencieuse et pacifique ? L'humanité franchirait un cap dans son développement spirituel, une conscience planétaire serait de naître. Une bien belle histoire, à laquelle il est pourtant bien difficile de croire.

Premier indice : la grande peur climatique n'a été précédée d'aucun cataclysme de grande ampleur qui aurait frappé nos régions dans les mois précédents, ni canicule meurtrière, ni inondations catastrophiques, ni tempête dévastatrice, encore moins de pénuries alimentaires liées à de mauvaises récoltes. D'où vient alors cette « prise de conscience » ?

Notons également que les alertes à la finitude des ressources naturelles n'ont été annoncées par aucune explosion des cours en raison de tensions sur l'offre. Certes, deuxième moitié de la décennie a été marquée par une inflation continue du prix des matières premières, même si cela fût essentiellement le fait de phénomènes spéculatifs liés aux dérèglements de la finance. On a tout de même peine à croire que le

retour d'un début d'inflation avant le déclenchement de la crise a suffi à déclencher ce mouvement de panique !

C'est encore le lien avec la crise financière mondiale et la récession économique qui s'en est suivi qui étonne le plus. Pourquoi le thème de la décroissance émerge-t-il au moment où l'économie mondiale entre en récession ? Pourquoi le débat politique se focalise-t-il sur l'environnement au moment où le capitalisme mondialisé, jusque là censé avoir produit la plus grande période de croissance que le monde n'a jamais connue, entre-t-il dans une crise aussi systémique que structurelle, laissant les économistes, les intellectuels et les politiques totalement démunis et désemparés ? N'y a-t-il pas plus urgent lorsque le système bancaire mondial est en situation de faillite virtuelle, que les Etats frisent le surendettement, que le chômage explose et que les usines ferment, de s'inquiéter de la fonte de la banquise, de la survie des ours polaires ou du climat qui règnera sur terre dans un siècle ?

La rapidité de la mutation de cette sensibilité politique, autrefois contestataire et marginale, en véritable dogme de la pensée officielle dans un contexte économique et politique particulièrement troublé, invite à l'analyse. La question n'est pas tant de savoir si les enjeux auxquels cette nouvelle idéologie prétend répondre sont réels ou fantasmés mais de déterminer quels ont été les ressorts de la formation de ce nouveau dogme et ce que l'essor de cette nouvelle idéologie peut signifier sur le plan intellectuel ou des rapports de forces politiques.

## **I – L'écologisme, expression de la crise du néolibéralisme mondialisé**

L'angoisse climatique est loin d'être la première du genre. Depuis une vingtaine d'années, les grandes peurs collectives se succèdent régulièrement à la une des médias et des préoccupations des gouvernants : couche d'ozone, vache folle, bug de l'an 2000, OGM,

grippe aviaire ou grippe A, islamisation, en attendant probablement les nanotechnologies ... Les pays européens n'ont jamais été aussi riches et bien portants et en même temps ils n'ont jamais été aussi tétanisés par l'angoisse.

Cette angoisse diffuse est fondamentalement liée à un sentiment de dépossession ressenti par les peuples depuis le virage néolibéral qui s'est engagé dans les années 80 : la construction européenne et les dilutions de souveraineté qu'elle a entraînée, la financiarisation de l'économie qui reconnaît un pouvoir de plus en plus totalitaire à des marchés financiers irrationnels et incontrôlables, la mondialisation libre échangiste qui a maximisé les contraintes extérieures. L'agenda néolibéral a conduit à une perte du sentiment de maîtrise politique du destin collectif. Le citoyen a progressivement pris conscience (sans toutefois jamais vraiment l'accepter), qu'il n'a plus guère de pouvoir sur le cours des choses. L'inflation, la valeur de la monnaie, le chômage, la croissance ou les crises, sont appréhendés comme autant de phénomènes météorologiques qui vont et qui viennent sans que personne n'en soit responsable. Ainsi que nous l'expliquent à longueur de temps les idéologues néolibéraux, l'économie est aujourd'hui déterminée par des espèces de lois naturelles, tel que la loi du marché, le jeu de la concurrence, la confiance des marchés ou de manière plus abstraite encore, la conjoncture.

En effaçant progressivement le pouvoir politique, le libéralisme a renoué avec son axiome originel de « la main invisible » où le bien commun s'exprime spontanément par la rencontre des intérêts égoïstes des acteurs économiques. L'économie libérale échappe par définition à toute maîtrise collective. On peut penser ce que l'on veut de l'efficacité économique du libéralisme économique, mais on ne peut nier que son fondement est parfaitement anxiogène, en particulier pour les peuples qui ne parviennent pas en voir derrière la main invisible du marché, la volonté bienveillante de Dieu tout puissant.

La condition pour que le libéralisme suscite l'adhésion des masses est qu'il produise des richesses. En période de croissance, nul ne s'interroge guère sur la viabilité du système. On s'attache à corriger les déséquilibres, à répartir la richesse produite ou on s'intéresse à d'autres sujets, de vie quotidienne ou sociétaux. En revanche, lorsque l'économie ralentit, que les niveaux de vie stagnent ou régressent, que la crise systémique surgit et que l'avenir devient illisible et sombre, l'angoisse se libère à la recherche de n'importe quel exutoire pour se focaliser.

A cette cause psychologique s'ajoute la crise de l'Empire américain, véritable centre de notre civilisation occidentale et fabrique de notre imaginaire collectif. Le messianisme et leur religiosité des Etasuniens les immunise, mieux que les Français, contre le caractère anxiogène de la main invisible. La nation élue de Dieu destinée à apporter le Bien sur terre ne saurait douter ni de sa supériorité, ni de son modèle. Et pourtant elle doute ! Son économie d'endettement, sa dérive impériale et belliqueuse et sa dépendance de plus en plus visible à l'égard de la Chine, commence à susciter chez ses élites le même sentiment de perte de maîtrise de son destin. Cette angoisse s'exprime clairement dans les productions hollywoodiennes qui donnent régulièrement à voir au reste de l'Humanité la fin du monde à grand renforts d'effet spéciaux, que ce soit par des invasions d'extra-terrestres, les mutations génétiques, des épidémies ou des crises sanitaires, des catastrophes climatiques ou plus récemment un accident géologique. C'est ainsi que l'angoisse légitime et fondée ressentie par un empire finissant s'exporte au-delà de ses frontières via son impérium culturel.

Cette angoisse de fin du monde doit se focaliser sur un objet identifié pour être supportable par les populations et gérables par les gouvernants. Le problème (et la force) du libéralisme est qu'il échappe à toute incarnation. Le système ne tient pas par une autorité que l'on pourrait renverser, mais par des principes impersonnels qui restent incontestés et sans alternative (primauté du capital sur le travail, jeu de

la concurrence, recherche de l'enrichissement individuel et collectif, gouvernance de l'économie par la conjonction d'intérêts égoïstes, impérium américain ...) Nicolas Sarkozy a bien essayé de diriger la colère des peuples pendant la crise financière sur les banquiers, les spéculateurs ou les traders auxquels il reprochait d'avoir perdu le sens de l'éthique capitaliste. Mais il fallait un exutoire à la hauteur de l'angoisse suscitée par cet effondrement de l'économie mondiale aussi inattendu que mystérieux. L'angoisse étant globale et systémique, elle ne pouvait que s'incarner sur un objet global et systémique. Ce fût le « réchauffement climatique ».

Le climat fonctionne comme une allégorie de cette économie que personne ne contrôle plus et qui se manifeste sous la forme de phénomènes de type météorologiques, avec dans le rôle des responsables, les hommes et leur désir insatiable de consommation et d'enrichissement, et dans le rôle des menaces systémiques, les cataclysmes naturels symbolisant la crainte d'un effondrement global de l'économie à la mode post soviétique. Il en effet beaucoup plus facile de se représenter la fin du monde par des phénomènes naturels extrêmes que d'imaginer une faillite des Etats, le démantèlement des protections collectives ou l'évaporation de tous les avoirs monétaires après une défaillance globale du système financier.

La grande peur climatique n'est d'ailleurs pas sans rappeler les angoisses ancestrales du châtime divin par la résurgence d'une forme de pensée religieuse archaïque. Dans la mystique libérale, la main invisible est l'expression d'un Dieu omnipotent et bienveillant, représentation encore renforcée dans l'univers mental Etasusien où la Nation est sous la protection directe du Tout puissant. Si le marché dysfonctionne au point de plonger le monde dans une dépression abyssale ou si la Nation élue est en défaut de paiement, c'est que Dieu est en colère contre les hommes. Et si Dieu est en colère c'est que les hommes ont péché. Ainsi, au lieu d'assister à une contestation des principes mêmes de l'hypercapitalisme mondialisé, l'humanité

développée à trouvé plus simple de s'en prendre à elle-même pour faire pénitence de ses péchés. Elle était coupable d'être trop riche, d'avoir voulu trop consommer, d'être trop nombreuse ou trop polluante.

## II L'écologie, l'idiot utile du néolibéralisme

On a donc assisté au cours des années 2007-2009 à une étonnante culpabilisation des victimes de la crise. Cette réaction est d'autant plus remarquable qu'elle a essentiellement prospéré au sein de la famille politique la mieux placée pour proposer une contestation du système.

Il était impossible pour les militants du protectionnisme (dont je fus) de faire passer l'idée d'une relance de la demande globale, par remontée des salaires rendue possible par le desserrement des contraintes concurrentielles et actionnariales. A chaque fois, la même objection venait de la gauche, de la plus radicale à la plus conformiste. Relancer la demande, c'est relancer la consommation et la production, c'est plus de pollution et d'émissions, c'est hâter la fin du monde. Et pour finir, toujours cette maxime en forme de nouvel axiome « *On ne peut pas avoir une croissance infinie dans un univers fini* » On n'a même lu des intellectuels distingués se réjouir de la crise comme d'une bénédiction pour la planète !

Soyons honnête toutefois, si la contestation de l'idée même de croissance a émergé en pleine récession, le système de production idéologique avait bien préparé le terrain : l'ancien vice-président étasunien Al Gore avec son film alarmiste, le comité Nobel décernant le prix Nobel de la paix au GIEC, le chiffrage ahurissant du coût du changement climatique de l'économiste Stern dans un rapport commandé par le gouvernement britannique ou place accordée par le journal le Monde aux théories réchauffistes n'y ont pas été pour rien. Le catastrophisme écologique est bel et bien venu du cœur du système de domination économique via les canaux traditionnels de diffusion de l'idéologie dominante.

Sans pour autant succomber à la tentation de la théorie du complot (inutile car on est d'autant mieux sujet à l'angoisse systémique que l'on se situe au centre du capitalisme mondialisé) on peut néanmoins constater que l'écologie apocalyptique, non seulement ne menacera en rien les structures du système, mais qu'elle aura pour effet de les conforter.

La vague écologique accentuera encore un peu plus la dépolitisation du jeu démocratique. En principe, la politique sert à arbitrer pacifiquement les conflits d'intérêts entre groupes sociaux. Or, en l'espèce il n'y a aucun ennemi, aucun privilège à abattre, aucune rente à contester. Sauver la planète est une idéologie pour enfant de huit ans qui n'inquiète personne, ni dans son principe ni dans ses modalités d'application possibles.

La fuite du débat politique sur des objectifs consensuels et non contestables est toujours éminemment suspecte. Tant que les activistes se battent pour « sauver la planète » en s'inquiétant des phénomènes météorologiques, ils ne contesteront pas l'ordre économique mondial en imaginant des alternatives concrètes ! L'engouement écologique actuel rappelle d'ailleurs étrangement la conversion de la gauche française aux thématiques sociétales (droits des minorités, antiracisme) dans les années 80 au moment où elle opérait sa conversion aux dogmes néolibéraux sous couvert de construction européenne.

Le capitalisme mondialisé a d'autant moins à craindre de cette nouvelle idéologie que les mesures auxquelles elle peut aboutir constituent pour lui la seule promesse qu'il est encore en mesure de faire pour faire croire à une sortie de crise : la croissance verte !

La perspective est pourtant éminemment discutable. A supposer même que les technologies de substitution soient d'ores et déjà disponibles, il n'y aura aucune demande solvable pour susciter un nouveau marché

tant que l'explosion tant annoncée du prix des énergies fossiles n'aura pas eu lieu. Dans l'attente du supposé « pick oil », l'économie verte sera condamnée à vivre sous perfusion d'aides publiques. Peu importe, l'essentiel est d'entretenir l'espoir ... C'est pourquoi, la « mutation écologique » doit être perçue par tous comme une impérieuse nécessité et un vecteur de croissance. La technique de la recette magique a très bien fonctionné pendant la première vague de délocalisation avec la fameuse *stratégie de Lisbonne*, censée permettre à l'Europe de résister à la concurrence des pays à bas coûts par la recherche et l'innovation. Tout le monde y a cru ! Il n'y a pas de raison que le mirage de la croissance verte ne suffise pas, cette fois encore, à maintenir l'ordre dans les esprits.

Plus grave, l'écologisme aura pour effet de consolider deux des piliers idéologiques du capitalisme mondialisé : l'effacement des souverainetés politiques et le mondialisme comme échelle indépassable d'organisation du monde moderne.

La crise de l'endettement organisera immanquablement une bascule du centre de gravité du monde vers l'Asie au détriment de l'occident. Si les Etats-Unis sauveront probablement l'essentiel grâce au privilège du dollar et à la taille de leur marché, l'Europe a plus de soucis à se faire. Elle a déjà disparue politiquement de la scène du monde, en ayant apporté la preuve de son incapacité définitive à la moindre décision unilatérale. Elle pourrait bien sombrer économiquement si les marchés financiers décidaient de jeter leur avidité prédatrice sur les Etats européens, comme ils ont commencé à le faire avec la Grèce, en remontant les taux d'intérêts sur les obligations d'Etat, prenant prétexte d'un risque de défaut de paiement pour maximiser le tribut qu'ils doivent payer aux maîtres de la finance mondiale dérégulée.

De vrais patriotes, européens ou nationaux, devraient en appeler à une réaction forte de la part de la puissance publique pour reprendre le mécanisme de la création monétaire aux banques, pour réguler les

échanges commerciaux ou ramener la finance à la raison, comme le proposent des économistes comme Jacques Sapir ou Frédéric Lordon. L'écologisme s'avère être fort opportunément pour les oligarchies financières, l'antidote idéal face à toute réaction souveraine de ce type. Chez les écologistes, l'occident ne saurait être victime. Il est par essence coupable d'être repus de trop richesse et s'adonner aux plaisirs faciles de la surconsommation, quand ce n'est pas de pillage des ressources des pays pauvres. Les vraies victimes de la crise ne sont pas à chercher dans les catégories populaires des pays développés ou des systèmes sociaux en voie de démantèlement, mais dans les pays les plus pauvres à travers la nouvelle figure de l'opprimé universel que sont les « réfugiés climatiques » !

L'écologisme va renforcer la mondialisation. Culturellement, cette famille de pensée éprouve la même haine viscérale pour les idées de nation ou de souveraineté que les libéraux les plus fanatiques. A problème global, réponse globale. Les écologistes vont donc logiquement placer leurs espoirs dans une gouvernance mondiale.

L'échelle mondiale a pourtant déjà largement apporté la preuve, lors des G20 successifs comme à Copenhague de son incapacité absolue à modifier, même la marge, les déterminants du système. La mondialisation s'est développée sur un effacement systématique et méthodique du politique. Elle ne peut en aucun cas être régulée par l'apparition d'un pouvoir politique mondial qui serait le fruit d'un accord entre des puissances aux intérêts contradictoires, d'ailleurs toutes aussi désarmées et soumis au pouvoir financier et à l'idéologie mondiale qu'il a produit.

Les écologistes se replieront alors sur le local en application de leur précepte sacré « Penser global, agir local » Ils mobiliseront l'opinion mondiale lors des grandes conférences mondiale destinée à sauver le monde, puis se donneront bonne conscience en agissant concrètement sur le terrain, soit par leur comportements individuels d'*écocitoyens* ou

de *consom'acteurs*, soit en tant qu'élus locaux pour financer des panneaux solaires ou de la géothermie, des transport en commun, l'isolation des logements, ou en sanctuarisant des réserves naturelles de biodiversité.

La politique, la vraie, celle qui s'exprime dans un espace de souveraineté pour définir des règles destinées à soumettre les rapports de classes, la répartition des richesses ou l'organisation de l'économie à une certaine conception de l'intérêt général, cette politique aura alors totalement disparue et, avec elle, la seule vraie menace pour le capitalisme mondialisé. Les lois de l'économie libérale règneront en maître sur le monde. La dictature du capital s'établira d'une manière définitive et absolue. La prédation se poursuivra jusqu'à ce que mort s'en suive. Mais promis, on s'occupera de la planète, du climat et des générations futures. Au moins pour s'en inquiéter et rivaliser de discours alarmistes lors des grandes conférences mondiales.

**Malakine**

*10 mars 2010*

<http://horizons.typepad.fr>

Malakine.horizons@gmail.com